

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 2-3 juin 2003

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2003/INF/8
29 mai 2003
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR LA VISITE CONJOINTE EFFECTUÉE AU MOZAMBIQUE PAR LES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DU PNUD/FNUAP, UNICEF ET PAM

PARTIE COMMUNE

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

DP/2003/CRP.10
DP/FPA/2003/CRP.1

Distr.: Générale
 19 mai 2003

Original: anglais

(En raison des délais requis, la
 traduction a été fournie par le PAM)

Session annuelle, 2003
 6-20 juin 2003, New York
 Point 11 de l'ordre du jour provisoire
Visites sur le terrain

Rapport sur la visite de terrain conjointe effectuée au Mozambique*

Table des matières

<i>Chapitres</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Contexte	3
III. Coordination de la réforme, des stratégies et des politiques des Nations Unies	4
IV. Coordination entre donateurs	5
V. Questions thématiques générales	6
VI. Visites conjointes sur le terrain	9
VII. Impressions générales et recommandations	10

* Des rapports sur les programmes particuliers des organisations accompagnent le présent document et sont diffusés sous les cotes: DP/2003/CRP.10/Add.1 – DP/FPA/2003/CRP.1 (PNUD/FNUAP), E/ICEF/2003/CRP.9 (UNICEF), et WFP/EB.2/2003/INF/8/Add.1 (PAM).



I. Introduction

1. Les membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme alimentaire mondial (PAM) ont effectué conjointement une visite de terrain au Mozambique du 10 au 20 mars 2003, à la suite des débats engagés à la première session ordinaire du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP en janvier 2003 et des consultations entre les membres des divers conseils. La vision stratégique et le mandat de cette visite figuraient dans le document DP/2003/CRP.5.
2. La visite était organisée comme suit: une réunion conjointe de deux jours à Maputo, deux visites parallèles de deux jours de groupes mixtes sur le terrain, des programmes séparés de quatre ou cinq jours avec les diverses organisations hôtes et un dernier jour de réunion conjointe de synthèse et de bilan. Le présent rapport a été établi conjointement par les rapporteurs des différents conseils d'administration en consultation avec les chefs d'équipe, le secrétariat des conseils d'administration et l'Équipe de gestion de pays des Nations Unies (UNCMT).
3. Les membres du Conseil d'administration tiennent à adresser leurs remerciements à tous ceux qui se sont occupés de la visite, en particulier les Équipes de pays des Nations Unies qui ont fait collectivement un immense effort pour appuyer les travaux – ainsi qu'au gouvernement du Mozambique, aux donateurs d'aide bilatérale et multilatérale, aux organisations non gouvernementales et à toutes les personnes qui ont participé aux travaux.

II. Contexte

Bref historique et contexte

4. L'indépendance du Mozambique, intervenue en 1975, a été suivie presque immédiatement par 16 années de guerre civile qui ont obligé plus de 1,7 million de Mozambicains à chercher refuge dans les pays voisins et quatre millions à se déplacer à l'intérieur du territoire national de sorte que l'activité économique s'est pratiquement arrêtée. Lorsque le gouvernement et le Mouvement de résistance nationale du Mozambique (RENAMO) ont signé l'Accord général de paix en octobre 1992, plus de la moitié des infrastructures sociales avaient été détruites ou fermées, tandis que 60 pour cent du territoire national n'était accessible que par des convois bénéficiant d'une protection militaire ou par la voie aérienne. Dans le cadre de cet Accord, les Nations Unies ont été chargées de la supervision et du suivi des composantes militaires, politiques, humanitaires et des élections. En décembre 1992, le Conseil de sécurité a approuvé une vaste opération de maintien de la paix et les Nations Unies ont joué un rôle primordial dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants. Des élections ouvertes à de nombreux partis ont eu lieu avec l'aide des Nations Unies en 1994 et 1999, et ont toutes été gagnées par le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), parti qui est au pouvoir depuis l'indépendance. Des élections municipales doivent avoir lieu en 2003 et des élections nationales en 2004.

Progrès du développement au Mozambique

5. Malgré la stabilité relative et les progrès économiques réalisés depuis 1992, qui ont permis une croissance réelle du PIB de 6-8 pour cent environ, le Mozambique reste un des pays les plus pauvres du monde. Il était classé 170^{ème} sur 173 pays dans l'indice de développement humain qui figure dans le *Rapport sur le développement humain 2000* publié par le PNUD. Quelque 70 pour cent des 18,2 millions d'habitants que compte le pays vivent au dessous du seuil de pauvreté qui est estimé à 0,40 dollar par jour. D'autres indicateurs sont éloquentes: espérance de vie (43,5 ans, d'après les chiffres de 1999), taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (246/1000 en 1997), et taux de mortalité maternelle (1500/100 000 en 1998). Il existe de fortes différences entre les régions (taux de pauvreté: 71 pour cent en milieu rural; 62 pour cent en milieu urbain) et les sexes (taux d'alphabétisation: 60 pour cent pour les hommes et 29 pour cent pour les femmes). La prévalence du VIH/SIDA est estimée à 13 pour cent, mais il existe de grandes disparités entre les régions et il atteint 20 pour cent dans certaines zones. La fréquence



des catastrophes naturelles (sécheresses, inondations et cyclones), la faiblesse traditionnelle des infrastructures qui relient le nord, le centre et le sud du pays et les séquelles de la guerre (ressources humaines affaiblies en raison des décès et de l'éducation insuffisante pendant les hostilités, grand nombre d'orphelins et présence persistante de mines dangereuses) constituent des entraves particulières au développement.

Politique de développement au Mozambique

6. Le Plan d'action national pour la réduction de la pauvreté absolue (PARPA) constitue la pierre angulaire du plan de développement du Mozambique. C'est une version nationale du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP) préparé par le gouvernement du Mozambique de concert avec la Banque mondiale à l'issue de consultations avec la société civile et toute une série de partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux, dont l'Équipe de pays des Nations Unies. Le PARPA a pour objectif majeur de réduire notablement le niveau de la pauvreté au Mozambique. Le premier but consiste à faire tomber le taux de pauvreté absolue de 70 pour cent en 1997 à moins de 60 pour cent en 2005 et moins de 50 pour cent en 2010. Sa réalisation dépend essentiellement du maintien de la paix et de la stabilité sociopolitique et il vise à maintenir les taux de croissance réels au chiffre de 8 pour cent atteint ces dernières années. Le PARPA pour 2001-2005 s'inspire de la version 2000-2004 en suivant une stratégie de lutte contre la pauvreté fondée sur une croissance économique large et soutenue. Il prévoit six domaines d'actions prioritaires: éducation, santé, agriculture et développement rural, infrastructures de base, bonne gouvernance, et gestion macroéconomique et financière.
7. Les participants de la visite sur le terrain ont été mis au courant des priorités de développement du pays par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération et par d'autres personnalités officielles venant notamment du Ministère de la planification et des finances. Le Ministre a dégagé deux grandes priorités: i) sauvegarder la paix et la démocratie grâce à la bonne gouvernance – notamment en accordant une attention particulière à l'Assemblée nationale, à la police et à l'appareil judiciaire – et ii) lutter contre la pauvreté, la maladie et les effets des catastrophes naturelles. Il a également souligné que la sécurité alimentaire devrait être renforcée autant que possible grâce au développement du secteur agricole plutôt que grâce au recours à l'aide alimentaire qui est certes nécessaire dans les situations d'urgence. Le Ministre et d'autres représentants du gouvernement ont donné une grande importance au caractère national que doit avoir la stratégie de développement du pays tout en appréciant vivement l'aide multilatérale et bilatérale.

III. Coordination de la réforme, des stratégies et des politiques des Nations Unies

8. L'Équipe de gestion de pays des Nations Unies au Mozambique a été constituée en 1997, dans le cadre de la réforme lancée par le Secrétaire général en utilisant comme base principale d'organisation le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF). Le Plan cadre pour 2002-2006 est le deuxième plan de ce genre établi par l'Équipe dont les membres ont harmonisé les calendriers de leurs divers cycles de programmation. Ce Plan cadre représente la réponse de l'Équipe de gestion au Bilan commun de pays qui a été lui-même établi en consultation avec le gouvernement et les autres partenaires de développement, compte tenu des domaines dans lesquels les diverses organisations jouissent d'avantages comparatifs pour fournir une contribution des Nations Unies au PARPA.
9. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement est structuré en fonction de quatre grands objectifs, chacun comportant des groupes subsidiaires suivant lesquels l'Équipe de gestion de pays organise son travail. Cette structure se présente comme suit:

1. Droit à la sécurité personnelle

- 1.1 VIH/SIDA (prévention, soins et recherche)
- 1.2 Gestion des catastrophes: catastrophes naturelles, mines



2. Droit à la connaissance et à une vie longue en bonne santé

- 2.1 Éducation (égalité d'accès pour les deux sexes, qualité de l'enseignement)
 2.2 Santé et bien-être (qualité des services, nutrition, eau et assainissement)

3. Droit à des moyens de subsistance durables

- 3.1 Développement rural et agriculture
 3.2 Emploi et développement du secteur privé

4. Droit à une participation, une protection et une égalité complètes

- 4.1 Démocratie et décentralisation (élections, rôle de la police, etc.)

10. Placée sous la présidence des Chefs de service des institutions des Nations Unies qui se succèdent par roulement, l'Équipe de gestion de pays des Nations Unies tient deux réunions par mois pour coordonner les activités de programmation et d'opérations dans le cadre des groupes thématiques interinstitutions (VIH/SIDA ou parité entre les sexes par exemple). L'Équipe a collaboré avec le gouvernement du Mozambique pour préparer le premier rapport national sur les Objectifs de développement du Millénaire et travaille maintenant à l'intégration du suivi et de l'évaluation de ces objectifs dans le PARPA d'une manière correspondant aux priorités de développement nationales du gouvernement. Dans le cadre de leurs programmes de pays respectifs, les institutions mettent en œuvre le mandat et les priorités fixées par leur Conseil d'administration conformément aux priorités du Mozambique et en collaboration les unes avec les autres, et avec les autres donateurs et les agents de la société civile.

IV. Coordination entre donateurs

11. La coordination entre donateurs existe à divers niveaux au Mozambique. L'organe de coordination global est le Groupe de partenaires de développement pour le Mozambique placé sous la présidence du PNUD et de la Banque mondiale. Des sous-groupes thématiques de coordination ont été constitués, certains sous la présidence des institutions des Nations Unies: ainsi, le PNUD préside le sous-groupe sur la police et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le sous-groupe de l'agriculture; certains autres sont présidés par des donateurs d'aide bilatérale (ainsi les Pays-Bas dirigent le sous-groupe qui s'occupe de l'eau) et d'autres encore par le gouvernement du Mozambique. Il existe cinq groupes interinstitutions sur les approches sectorielles (SWAP) dans le pays et les Nations Unies participent activement à un certain nombre d'entre eux. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le FNUAP et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) participent aux travaux du Groupe SWAP sur la santé, l'UNICEF, l'UNESCO, le FNUAP et le PAM à ceux du Groupe sur l'éducation, la FAO et le PNUD à ceux du groupe sur l'agriculture et l'UNICEF à ceux du Groupe sur l'eau. Un des groupes les plus influents est le G11, groupe informel de grands donateurs qui fournissent un soutien financier, dont la Banque mondiale et le PNUD font partie en qualité d'observateurs. La coopération Sud-Sud joue également un rôle important avec le NPDA, la communauté lusophone, dont des pays comme le Brésil, et les pays du Commonwealth voisins du Mozambique.
12. Les participants ont procédé à des échanges de vues fort intéressants avec les donateurs d'aide bilatérale basés à Maputo. La plupart ont fait l'éloge des activités de l'Équipe de gestion de pays des Nations Unies, bon nombre participaient à des accords de financement. Certains donateurs ont estimé que dans le passé, le Groupe des partenaires de développement s'était pratiquement limité à être un centre d'échange d'informations. Ils se sont félicités que le PNUD soit disposé à utiliser le groupe comme instrument pour coordonner les contributions au PARPA et comme centre de dialogue entre les partenaires de développement et le gouvernement du Mozambique. Certains partenaires ont également été d'avis que les Nations Unies devraient préciser leurs stratégies d'intervention en donnant davantage d'importance à la coordination entre donateurs, aux avis politiques et au renforcement des capacités "en amont" et non aux programmes et projets locaux "en aval". Les représentants des Nations Unies ont répliqué qu'il était nécessaire de conjuguer ces deux approches car les travaux "en aval" servaient de base aux avis politiques et aux activités de renforcement des capacités et font de l'Organisation un partenaire de développement crédible en matière de gouvernance nationale et régionale. Le Vice Ministre des



affaires étrangères et de la coopération (qui a reçu les participants le dernier jour de leur visite) a fermement appuyé ces idées en confirmant que la participation des Nations Unies était nécessaire aux deux niveaux.

13. Les participants ont également eu des contacts avec diverses organisations locales et internationales de la société civile basées à Maputo, dont les activités vont de l'engagement stratégique et de l'action menée en faveur du PARPA aux interventions à la base. Certaines, qui travaillent dans le domaine du VIH/SIDA avec l'Équipe de gestion de pays ont aidé le Conseil national compétent à préparer une communication au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria; d'autres s'occupent de l'éducation dans ce domaine ou des soins aux personnes touchées. Les organisations non gouvernementales (ONG) ont exhorté les institutions des Nations Unies à continuer leur action sur le terrain et au niveau local et notamment à travailler avec les ONG locales et pas exclusivement avec les partenaires basés à Maputo. Au cours des échanges de vues avec les donateurs d'aide bilatérale et les ONG, il a été convenu de façon générale que puisque les partenaires de développement travaillant au niveau national et régional sont si nombreux, il est indispensable d'assurer la cohérence et la complémentarité pour tenter d'atteindre les objectifs du PARPA.

V. Questions thématiques générales

14. Les participants ont examiné diverses priorités de politiques de développement national pour le Mozambique avec l'Équipe de gestion de pays, le gouvernement du Mozambique, les donateurs et les autres parties intéressées. Les débats sur les thèmes généraux ont fait particulièrement ressortir trois questions: VIH/SIDA, aide humanitaire et atténuation des effets des catastrophes, et enfin, problématique hommes-femmes. D'autres priorités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement comme l'élimination de la pauvreté, l'éducation des filles, la lutte contre les mines et la gouvernance ont été étudiées de façon plus détaillée pendant les diverses visites et sont donc traitées dans les additifs au présent rapport conjoint.

VIH/SIDA

15. L'épidémie de VIH/SIDA constitue une des plus grandes menaces qui pèsent sur le développement du Mozambique. Elle a des effets catastrophiques sur les services de santé et d'éducation, fait baisser la productivité, affaiblit le capital humain et entrave en permanence la croissance du produit intérieur brut (PIB) des pays touchés. À l'heure actuelle, 1,2 million de personnes dont environ 60 pour cent de femmes sont touchées par la maladie au Mozambique, et 230 000 enfants ont perdu leur mère à cause de l'épidémie. Le gouvernement a pris des dispositions importantes pour incorporer un programme national de lutte contre le VIH/SIDA dans son Plan-cadre de développement. Un plan stratégique national de lutte contre l'épidémie a été formulé et doit servir de base aux ministères pour planifier et exécuter les activités de prévention et d'atténuation des effets. Il serait nécessaire de porter davantage d'attention au traitement et aux soins.
16. Le Système des Nations Unies appuie l'action du gouvernement contre la maladie et organise ses activités dans le contexte d'une réponse intégrée. Toutes les institutions des Nations Unies apportent leur appui à la réalisation des objectifs du gouvernement indiqués dans le Plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA et dans le PARPA. Cette approche s'inspire des objectifs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2002-2006 (II) dans lequel l'incorporation de la lutte contre le VIH/SIDA dans l'action constitue un des grands thèmes généraux. Les institutions se sont engagées à consacrer au minimum 25 pour cent de leurs ressources à la lutte contre le VIH/SIDA. Le système des Nations Unies au Mozambique s'est engagé, en vertu du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, à appuyer la mise en œuvre d'une stratégie multisectorielle nationale de prévention et de traitement. Il appuie également la formulation d'une stratégie visant à faire face aux effets conjugués de l'épidémie de VIH/SIDA, de l'insécurité alimentaire et de la gouvernance insuffisante.



Action humanitaire, notamment pour atténuer les effets des catastrophes naturelles et de l'insécurité alimentaire

17. Le Mozambique est un pays exposé aux catastrophes naturelles comme les inondations et les sécheresses prolongées qui frappent souvent plusieurs régions au même moment. En 2000 et 2001, de vastes zones du sud et du centre ont été gravement touchées par les inondations qui ont provoqué le déplacement de 500 000 et 200 000 personnes. Les infrastructures ont été fortement endommagées et les pertes de biens personnels, de récoltes et de bétail ont été importantes, comme d'ailleurs, les répercussions sur la santé, la nutrition et l'éducation des personnes touchées. En 2002 et 2003, la faiblesse des précipitations, inférieures à la moyenne dans les provinces du sud et du centre, a eu un effet catastrophique sur la production de l'agriculture de subsistance et les disponibilités d'eau. Ces provinces, qui sont généralement les plus gravement frappées par les catastrophes naturelles, enregistrent aussi les taux les plus élevés de prévalence du VIH/SIDA. Les effets conjugués de l'épidémie de VIH/SIDA, de la récession économique et des catastrophes naturelles répétées ont affaibli la capacité de résistance des populations déjà démunies de ressources, dont la vulnérabilité s'est encore accrue. Il est évidemment nécessaire d'adopter une approche multiple et intégrée prenant en compte les effets conjugués de l'épidémie de VIH/SIDA, de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire, des catastrophes naturelles et de la gouvernance médiocre pour faire face à la situation humanitaire.
18. L'évaluation de la vulnérabilité effectuée récemment a permis de recenser 650 000 personnes ayant besoin d'aide alimentaire alors que les taux de malnutrition aiguë et de retard de croissance sont malheureusement très élevés chez les enfants. On a également constaté que les taux de morbidité par diarrhée et fièvre sont extrêmement élevés chez les enfants de moins de cinq ans (31 pour cent et 45 pour cent respectivement), et que de nombreux jeunes enfants (25 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois) ne reçoivent qu'un repas par jour, voire moins. En outre, les gens doivent parcourir à pied des distances de plus en plus grandes pour se procurer une eau de moins en moins abondante, ce qui réduit encore leur capacité d'assurer la santé de leurs enfants. La sécheresse actuelle est considérée comme grave dans une perspective historique: Les précipitations cumulées à Maputo entre octobre 2002 et janvier 2003 sont les plus faibles qui aient été enregistrées depuis plus de 50 ans. La prochaine récolte importante sera rentrée en février 2004 dans les zones les plus touchées.
19. Le gouvernement du Mozambique a participé à la Stratégie d'intervention régionale pour la crise humanitaire en Afrique australe, mais n'a pas lancé d'appel séparé au niveau international. Il fait face à la situation en mettant en œuvre son plan national de préparation et de réponse aux catastrophes qui est coordonné par l'Institut national de gestion des catastrophes, lequel bénéficie de l'appui du PNUD pour renforcer ses capacités. Des plans sectoriels comme le Plan d'action du Ministère de l'agriculture jouent également un rôle spécial pour faciliter le transport de l'aide humanitaire vers les pays sans littoral de la région qui souffrent d'insécurité alimentaire. Le système des Nations Unies soutient le Plan de préparation aux situations d'urgence du gouvernement et coordonne le suivi et la réponse des Nations Unies dans le cadre de son Équipe de gestion des catastrophes.
20. Les institutions des Nations Unies appuient l'action du gouvernement du Mozambique pour faire face à la crise dans le cadre de leurs programmes ordinaires et d'opérations ciblées supplémentaires. En mars 2003, le PAM avait distribué 25 956 tonnes de secours alimentaires d'urgence à 340 000 personnes. Toutefois, en raison de l'insuffisance des ressources, la distribution n'a pu couvrir qu'environ 50 pour cent des besoins. Un programme d'alimentation complémentaire a été exécuté conjointement par le PAM et l'UNICEF pour nourrir les enfants âgés de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et renforcer les capacités au niveau des communautés grâce à l'éducation participative dans le domaine de la nutrition et de l'hygiène. Ce programme doit venir en aide à 141 000 enfants et 71 000 femmes vivant dans 22 districts qui enregistrent les taux de malnutrition les plus élevés. Au 31 mars 2003, le programme ne touchait que 50 pour cent des bénéficiaires prévus faute de ressources.



21. Les institutions des Nations Unies appuient de nombreux autres programmes de remise en état d'urgence, d'agriculture, de santé, d'adduction d'eau et d'assainissement, d'éducation, de lutte contre le VIH/SIDA et de protection spéciale, de renforcement des capacités et de prévention et gestion des catastrophes. L'UNICEF offre un appui pour renforcer les capacités nationales pour le suivi de la situation des orphelins et des autres enfants vulnérables, de l'état nutritionnel des enfants âgés de moins de cinq ans et des taux de fréquentation des écoles primaires dans les zones touchées. L'UNICEF et l'OMS ont tous deux travaillé avec le Ministère de la santé pour prévenir les épidémies et les combattre grâce au renforcement de la surveillance épidémiologique, à la vaccination contre la rougeole et au renforcement des capacités des communautés de prévenir les diarrhées et la malaria. Dans le cadre du programme de pays du PAM, le Fonds vivres pour le développement appuie les activités communautaires d'atténuation des effets des catastrophes comme la multiplication des semences, l'ouverture de champs collectifs et la construction de petits systèmes d'irrigation et de maîtrise des eaux. Le programme de Protection sociale communautaire du PAM vient en aide à 12 000 orphelins, enfants vulnérables et personnes touchées par le VIH/SIDA et soutient une vaste opération d'alimentation scolaire qui fournit des repas nourrissants aux élèves internes ou externes. Quelque 1 150 tonnes de divers produits sont distribuées chaque mois à 160 000 enfants dans le cadre de ces programmes. L'UNICEF soutient d'autres activités visant à prévenir la baisse des inscriptions et de la fréquentation scolaire: distribution de matériel scolaire aux élèves et aux enseignants et construction de meilleures installations d'adduction d'eau et d'assainissement dans les écoles primaires des zones touchées. Dans le cadre d'une initiative conjointe régionale, le PAM, l'UNICEF et l'Organisation "Save the Children" (Royaume-Uni) ont lancé une campagne d'éducation pour la "tolérance zéro de l'exploitation sexuelle" destinée aux personnes qui participent à l'action humanitaire, qu'il s'agisse d'agents du gouvernement, des Nations Unies ou des ONG.

Problématique hommes-femmes

22. L'absence d'équité entre les sexes reste un grave problème. Bien que les femmes aient fait quelques progrès dans le domaine politique (elles occupent 30 pour cent des sièges au Parlement et 13 pour cent des postes de ministre), et que l'écart entre les sexes pendant les premières années du cycle primaire ait diminué dans certaines provinces, les disparités sensibles entre les sexes persistent en ce qui concerne les indicateurs de développement de base. Ainsi, le taux d'analphabétisme est bien plus élevé chez les femmes (71 pour cent) que chez les hommes (40 pour cent); le taux de mortalité maternelle est un des plus forts du monde (il est estimé à 1 500 pour 100 000 naissances vivantes); il existe une forte disparité entre les sexes dans le domaine de l'éducation où la proportion de filles est beaucoup trop basse, notamment dans les écoles secondaires. Les femmes et les adolescentes sont gravement touchées par l'épidémie de VIH/SIDA, souvent à la suite de mauvais traitements sexuels. Bien que les données sur la violence ventilées par sexes soient limitées, tout le monde reconnaît que ce type de violence constitue une menace très grave pour l'équité entre les sexes.
23. Le Mozambique a beaucoup amélioré son cadre institutionnel destiné à promouvoir l'équité entre les sexes. En 1999, le Ministère de la coordination des actions sociales a pris le titre de Ministère des femmes et de la coordination des actions sociales. En 2002, le Plan national d'action pour l'avancement des femmes a été adopté afin de mieux intégrer les questions de parité hommes-femmes dans le PARPA. Des unités spécialisées ont été créées au sein des principaux ministères. Dans la société civile, des réseaux d'ONG féminines nationales et locales ont été mis en place. Néanmoins, les membres de la mission ont noté qu'il n'existe pas de cadre juridique approprié pour assurer l'équité entre les sexes. La loi sur la famille, qui est considérée comme très importante à cet égard, n'a pas encore été approuvée par le Parlement.
24. Les institutions des Nations Unies appuient les efforts du pays pour régler les problèmes d'équité entre les sexes, notamment en renforçant les capacités dans les principaux ministères et dans un certain nombre d'ONG nationales, et en exécutant une large gamme de projets qui visent à réduire la violence contre les femmes et les enfants. Elles se préoccupent aussi de la question de l'éducation des filles considérée comme un moyen important d'assurer l'équité entre les sexes.



25. Les délégations ont pris note des mesures prises par diverses institutions des Nations Unies au Mozambique pour mieux coordonner leurs travaux dans ce domaine. La coordination générale est confiée au Groupe de travail technique des Nations Unies sur la problématique hommes-femmes qui est présidé par le FNUAP et comprend le PNUD, l'UNICEF, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le secrétariat du Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), la FAO, l'OMS, l'UNESCO et le PAM, et sert de centre pour la planification, la programmation et le suivi conjoints dans les domaines communs retenus.

Autres thèmes

26. D'autres questions d'ordre général couvertes dans le Plan-cadre pour l'aide au développement des Nations Unies, comme la gouvernance, l'élimination de la pauvreté, et la lutte contre les mines ont été traitées brièvement dans la section commune, et de façon plus détaillée dans les sections particulières (voir annexes).

VI. Visites conjointes sur le terrain

27. Des groupes mixtes représentant tous les conseils d'administration ont effectué parallèlement des visites de deux jours à Chokwe et Xai-Xai, deux localités de la province de Gaza, pour examiner les activités qui traduisaient la collaboration et la complémentarité des travaux des équipes des Nations Unies.
28. Le groupe qui s'est rendu à Chokwe a pu observer certaines activités d'alimentation scolaire et vivres-contre-travail lancés par le PAM dans le cadre de son opération d'aide d'urgence dans les zones gravement frappées par les inondations et la sécheresse. Les participants ont vu comment le FNUAP s'emploie à sensibiliser au VIH/SIDA les adolescents et les jeunes par l'intermédiaire des écoles, et de son programme d'appui à la maternité sans danger dans un hôpital rural. Ils ont été témoins de l'appui apporté par l'UNICEF à une école et centre de récupération où les enfants sont initiés aux questions de lutte contre le SIDA et de parité entre les sexes. Ils ont visité un projet de pêche artisanale du PNUD, programme de lutte contre la pauvreté rurale qui permet d'acquérir les qualifications nécessaires pour la pêche durable. Ce programme pilote constituait une démonstration de l'importance de la durabilité et de la possibilité de reproduire une activité par opposition à l'utilité locale limitée. Le groupe a eu des entretiens avec les autorités de district, les dirigeants des communautés et les ONG qui participaient à ces programmes en qualité de partenaires.
29. Le groupe qui s'est rendu à Xai-Xai a observé la collaboration du PNUD, de l'UNICEF, du FNUAP et du PAM pour lancer une série d'activités complémentaires: meilleur accès aux services de conseils et de tests pour le VIH/SIDA, amélioration de l'état nutritionnel des enfants vivant dans des institutions, activités de défense et de prévention du VIH pour et par les jeunes, soins et appui aux orphelins et aux autres enfants vulnérables à cause de l'épidémie de VIH/SIDA et renforcement de la capacité des communautés à faire face à ses effets. Ils ont également étudié les partenariats avec les communautés et les ONG dans le domaine de l'approvisionnement en eau et d'assainissement et avec le secteur privé en vue de fournir des filets imprégnés d'insecticide pour la prévention de la malaria.

Observations fondées sur les visites conjointes

37. Les projets étudiés lors des visites conjointes, dans la province de Gaza, ont démontré que chaque institution des Nations Unies contribue activement, conformément à son mandat particulier, au processus de développement au Mozambique en soutenant les activités du gouvernement pour la réduction de la pauvreté prévues dans le PARPA, à l'aide humanitaire et à l'atténuation des effets des catastrophes ainsi qu'à la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA. Alors que les interventions étaient organisées en vue d'exploiter au maximum l'avantage comparatif de chaque institution, les membres des conseils d'administration ont eu l'occasion de chercher dans



quelle mesure les institutions en cause travaillaient en synergie pour apporter le meilleur soutien possible aux communautés locales. Dans la ville de Xai-Xai, la délégation a pu voir comment les activités des institutions des Nations Unies dans le domaine de la prévention et du traitement du VIH/SIDA se complétaient. L'UNICEF apporte un soutien à un hôpital de jour qui accueille les personnes contaminées par le VIH et encadre le programme de prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant tandis que le FNUAP facilite l'accès aux services en matière de sexualité et de reproduction pour les adolescents, et le PNUD a financé la création d'un centre gratuit de conseils et de tests. Tous ces services liés entre eux sont suivis par la Direction provinciale de la santé.

VII. Impressions générales et recommandations

38. Il est impossible dans ce bref rapport de présenter la masse d'expériences et d'informations accumulées pendant les dix jours de visite comme elle le mériterait. Par ailleurs, les membres des conseils d'administration représentés savent bien que dans un pays aussi vaste et complexe que le Mozambique, il serait imprudent de formuler des généralisations tranchées, des conclusions fermes ou des recommandations radicales. Ce n'est d'ailleurs pas l'objet du présent rapport. On trouvera ci-après une série d'impressions générales regroupées en quatre grands domaines: l'expérience de la visite au Mozambique et les enseignements à en tirer, les problèmes particuliers posés par l'épidémie de VIH/SIDA et par les catastrophes naturelles répétées, les travaux en collaboration des Nations Unies et des autres donateurs et l'utilité des visites conjointes sur le terrain. Les titres de rubriques ci-après s'inspirent de la vision stratégique et du mandat figurant dans le document PNUD/FNUAP DP/2003/CRP.5.

Comment les Nations Unies favorisent-elles le passage du conflit à la reconstruction et au redressement sur la base de la stratégie de développement nationale? Quel est le caractère unique du Mozambique qui permet de maintenir si longtemps la paix? Que font le gouvernement et les populations pour prévenir une réapparition de la crise?

39. Dix ans après l'Accord de paix qui a mis fin à quinze ans de guerre civile au Mozambique, le pays est sorti de la phase d'après conflit pour entrer dans la phase de transition vers la croissance économique et le développement humain durable. Les Nations Unies ont joué un rôle capital dans la période suivant immédiatement la guerre en ce qui concerne notamment les élections et le désarmement, la démobilisation et la réintégration des parties au conflit. D'autres donateurs ont été présents dès le début pour soutenir les actions initiales aux niveaux local et national. Bien que les élections aient été contestées, toutes les parties ont fini par en accepter les résultats. Un puissant mouvement s'est dégagé à l'échelle nationale, indépendamment des partis pour maintenir la paix et poursuivre les objectifs de développement national dans le cadre unificateur du PARPA et du projet Agenda 2025 pour le Mozambique. Le PARPA est à la fois opportun et cohérent. L'absence de rivalités ethniques dans le débat politique d'après guerre et le traitement assez équitable des différents groupes par le gouvernement et les donateurs partenaires ont encouragé l'élan national en faveur de la paix et du développement.
40. Cependant, le Mozambique et les organismes d'aide au développement ne peuvent se reposer sur leurs lauriers. Le pays reste l'un des plus pauvres du monde et plus de 50 pour cent des dépenses publiques sont financées par l'aide extérieure. Les séquelles de la guerre et des mouvements de population posent des problèmes particuliers: faiblesse des infrastructures et des ressources humaines, taux d'analphabétisme élevé, particulièrement dans les provinces éloignées de la capitale, enfin, danger lié aux mines dispersées dans tout le pays. Ces séquelles affaiblissent la capacité des institutions de mettre en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté. Malgré la croissance régulière des dix dernières années, les catastrophes naturelles peuvent provoquer des reculs comme cela s'est produit en 2000-2001. L'augmentation très rapide de la prévalence du VIH/SIDA, si elle n'est pas interrompue, menace d'arrêter le développement et de ralentir la réalisation des priorités nationales liées aux Objectifs de développement du Millénaire. Il est nécessaire de renforcer la capacité du gouvernement sur le terrain et de valoriser les ressources humaines pour assurer le passage à une croissance durable et équitable. Les principes de bonne gouvernance et d'institutions fortes et transparentes n'ont pas encore été vraiment adoptés, et le



gouvernement risque de connaître de graves difficultés aux prochaines élections. Le Mozambique a fait des progrès réels, mais qui ne sont pas définitivement acquis.

Quel est l'impact des crises périodiques provoquées par les sécheresses et les inondations sur le redressement et la reconstruction?

41. Les crises périodiques provoquées par les sécheresses, les inondations et les cyclones resteront une réalité au Mozambique. Dans les périodes particulièrement difficiles, comme en 2000, ces crises provoquent des souffrances humaines intenses et elles ralentissent la croissance du produit national brut et la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire. La prévention de ces crises et la préparation pour y faire face offrent une réponse partielle au problème. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, les institutions des Nations Unies ont aidé le gouvernement du Mozambique à renforcer les capacités nationales de planification prospective et de prévention et de gestion des catastrophes, surtout depuis les terribles inondations de 2000. L'Équipe de gestion de pays des Nations Unies place l'atténuation des effets des catastrophes et la réduction de la vulnérabilité à ces catastrophes au cœur même de sa stratégie. Elle renforce la coordination en vue d'instaurer une approche multisectorielle à la réduction de la vulnérabilité et d'assurer la coopération entre les organismes d'aide humanitaire et de développement du système des Nations Unies.
42. Il est indispensable d'investir dans les actifs durables pour réduire la vulnérabilité. Il est nécessaire que les autorités locales prennent progressivement en main la gestion des crises et l'Équipe de gestion des Nations Unies pour le Mozambique favorise cette évolution. Les membres des divers conseils d'administration se félicitent de cette attitude et encouragent les institutions des Nations Unies à lier systématiquement la fourniture d'une aide sous forme d'assistance humanitaire, de distribution de vivres ou de services de santé aux programmes destinés à assurer le renforcement des responsabilités des communautés locales et la création de nouvelles sources de revenus durables.
43. Les membres qui ont participé aux visites sur le terrain ont noté que les ONG internationales et nationales distribuent actuellement des secours et mettent en œuvre des programmes d'atténuation des effets des catastrophes, tandis que les pouvoirs locaux ne jouent toujours qu'un rôle secondaire. Le manque de capacité d'exécution, notamment dans les zones isolées, pose un grave problème et le suivi de la distribution et de l'exécution est fortement entravé par l'immensité du pays et l'insuffisance des infrastructures. Le sentiment de dépendance est accentué par le fait qu'une forte proportion de l'aide humanitaire est fournie par des donateurs extérieurs.

Quel est l'impact de l'épidémie de VIH/SIDA sur les priorités de développement du gouvernement et sur le programme des Nations Unies?

44. L'épidémie de VIH/SIDA constitue une menace plus facilement prévisible que les catastrophes naturelles. En l'absence d'interventions pour la combattre, elle se diffusera à un rythme accéléré en compromettant tous les efforts de développement. Le Ministère de la planification et des finances a indiqué, sur la base de certaines prévisions concernant les tendances de l'épidémie, qu'il pourrait être nécessaire d'abaisser les taux de croissance économique d'environ 4 points par an, ce qui mettrait sérieusement en question l'hypothèse de croissance réelle de 8 pour cent retenue dans le PARPA. Cependant, même si les taux de contamination de 13 pour cent au niveau national et de 20 pour cent dans certaines régions sont inquiétants, le Mozambique est moins gravement frappé que nombre de ses voisins où ce taux dépasse parfois 20 ou 30 pour cent. Cette situation est principalement due au fait que le Mozambique est resté isolé pendant la guerre, mais elle montre aussi que les actions et les décisions de politique générale peuvent avoir un effet sensible sur la prévalence du VIH/SIDA, même dans les pays les plus pauvres.



45. Comme indiqué plus haut, le gouvernement du Mozambique a adopté toute une gamme de mesures pour combattre le VIH/SIDA. Il faut féliciter l'Équipe de pays des Nations Unies qui s'est efforcée d'incorporer un élément de lutte contre l'épidémie dans presque toutes ses activités. On sait qu'il existe un rapport entre la sécurité alimentaire et la maladie et les institutions des Nations Unies travaillent de concert pour affronter la question. De même, elles tiennent compte dans leurs interventions de l'augmentation du nombre d'orphelins du SIDA. Néanmoins, les membres qui ont participé à la visite de terrain craignent que l'épidémie ne s'aggrave au Mozambique à moins que le pays ne fasse davantage pour lutter contre les facteurs qui la favorise: manque de connaissances sur les moyens de prévenir la contamination, inégalité entre les sexes, notamment traditions qui ne donnent aux femmes que peu d'occasions de participer aux décisions intéressant leur sexualité, et leur santé de reproduction, pauvreté, chômage, analphabétisme et insécurité alimentaire. Les autorités du Mozambique ont distribué des graphiques selon lesquels, après une période d'augmentation rapide, l'épidémie de VIH/SIDA marquerait un palier et la prévalence se stabiliserait aux environ de 20 pour cent. Toutefois, les membres participant à la visite de terrain ont trouvé ces prévisions un peu trop optimistes. Les estimations sont fondées sur les résultats de programmes formulés par des partenaires de développement internationaux mais les pays voisins ont enregistré des taux de contamination beaucoup plus élevés. La même évolution pourrait se produire au Mozambique en l'absence de politiques appropriées.
46. Les membres participant à la visite de terrain ont également été d'avis qu'il faudrait porter une attention particulière au niveau national à la planification participative, à l'amélioration de la collecte d'informations et à la mise à jour permanente des plans stratégiques nationaux. Ils se sont félicités de la place particulière accordée au groupe d'âge de 9 à 15 ans, qui enregistre un taux d'infection plus bas car il y a là un créneau d'intervention pour mettre fin à la diffusion de l'épidémie.

Comment les institutions multilatérales travaillent-elles ensemble pour atteindre ces objectifs, notamment en assurant la coordination et l'harmonisation entre les donateurs?

47. Les partenaires de développement et la société civile reconnaissent unanimement que le PARPA – Plan de développement national du gouvernement – constitue la principale base d'organisation des activités de développement au Mozambique. La contribution des Nations Unies à la mise en œuvre du PARPA est organisée conformément au Plan-cadre (UNDAF II) des Nations Unies que les membres participant à la visite de terrain ont considéré comme un bon instrument de coordination. Au niveau national, la coordination entre donateurs fonctionne bien, notamment en ce qui concerne les questions sectorielles ou les grands thèmes. Le PNUD travaille avec la Banque mondiale et d'autres institutions pour donner au Groupe de partenaires de développement une orientation stratégique plus précise. Les participants encouragent fortement cette initiative. Ils ont également considéré que pour tous les partenaires de développement œuvrant au Mozambique, l'un des grands problèmes est de traduire la coopération au niveau national en coordination réelle sur le terrain. Les mécanismes nationaux cohérents et bien structurés dont dispose le gouvernement pour formuler la politique de développement contrastent avec les capacités limitées des ressources humaines présentes pour obtenir des résultats au niveau régional et local. Aider le gouvernement à faire disparaître cette différence reste un enjeu majeur pour tous les partenaires de développement du Mozambique.
48. Les membres participant à la visite conjointe sur le terrain ont reconnu qu'il existe une certaine contradiction entre, d'une part, la demande (exprimée dans le programme de réforme des Nations Unies et reprise dans les observations de certains donateurs d'aide bilatérale) de fournir des avis politiques et des interventions stratégiques en amont qui sont axés sur les priorités du PARPA et les Objectifs de développement du Millénaire adaptés au niveau national, et, d'autre part, le lancement de projets locaux traditionnels qui est encouragé par bon nombre d'ONG et accueilli favorablement par les autorités locales. Si elles se limitaient à des activités en amont, les Nations Unies abandonneraient une grande partie de leur action de développement aux mains d'institutions et de ressources humaines affaiblies, de sorte qu'il serait impossible de traduire des politiques nationales cohérentes et judicieuses en développement effectif sur le terrain. Cependant, si les Nations Unies devaient se limiter à des activités en aval, la durabilité et la cohérence avec la stratégie nationale qu'elles ont pour objectif seraient compromises. L'aide au



niveau local doit viser essentiellement à transférer des connaissances et des compétences aux communautés de façon à renforcer leurs capacités de devenir acteurs de leur propre développement, condition primordiale pour un développement durable. Les Nations Unies ne sont ni un gros donateur d'aide financière ni une ONG indépendante. En cherchant à orienter en priorité leurs interventions dans les domaines où elles peuvent réellement apporter une valeur ajoutée au PARPA – gouvernance, avis de politique générale, activités de plaidoyer, renforcement des capacités, assistance technique, coordination, etc. – les Nations Unies peuvent jouer un rôle puissant dans l'ensemble complexe des activités des donateurs.

49. La cohérence croissante avec laquelle il est souhaitable que le Groupe des Nations Unies pour le développement agisse, devrait bien entendu se traduire par une programmation concertée ou conjointe dans les pays en cause. La poursuite de la programmation conjointe et de la coopération au niveau du terrain est à la fois prévue par l'Équipe de gestion de pays des Nations Unies et encouragée par les conseils d'administration des diverses institutions. Les membres participant à la visite de terrain ont néanmoins estimé que la programmation concertée et conjointe constitue une lourde charge supplémentaire pour les bureaux de pays. Ces deux types de programmation demandent beaucoup de temps et paraissent alourdir encore la bureaucratie. Les institutions des Nations Unies à Maputo sont convaincues qu'elles peuvent continuer à améliorer les mécanismes de coordination pour les projets en collaboration, mais elles jugent nécessaire que les bureaux des sièges améliorent et simplifient les procédures de programmation conjointe. Les membres participant à la visite de terrain ont recommandé que le secrétariat effectue une analyse de la situation et formule des recommandations sur les moyens d'améliorer et de simplifier les procédures de programmation concertée et conjointe des institutions. À l'avenir, les institutions intéressées devraient, lorsqu'elles déterminent les modalités de coopération, pouvoir fonder leurs décisions uniquement sur l'objectif à atteindre et non sur la charge administrative qui reviendra à chaque mécanisme de coopération.
50. Les participants ont souligné combien il importe d'assurer l'évaluation permanente et efficace de l'impact des activités conjointes, en particulier des activités qui comportent des éléments complémentaires. Cette évaluation devrait faciliter l'analyse précise de la valeur ajoutée apportée par ces initiatives et l'identification des mécanismes et des stratégies permettant d'améliorer l'action conjointe. On a également été d'avis que les institutions des Nations Unies devraient travailler plus activement à renforcer les capacités de la société civile et des autres partenaires d'exécuter des programmes lorsque ces partenaires bénéficient d'avantages relatifs en matière de prestation de services. Il a en outre été jugé souhaitable d'appuyer les capacités locales (au niveau de la province et du district) de coordonner les programmes et d'assurer le suivi.
51. Les participants ont noté que le système des Nations Unies réussit beaucoup mieux à appuyer la réalisation des objectifs de développement du gouvernement lorsque le pays s'implique fortement dans les activités. Au niveau national, la participation et la coordination du gouvernement sont indispensables pour assurer la complémentarité des activités et la durabilité des programmes. Cela est aussi vrai au niveau local et au niveau des communautés. Les communautés locales tiennent une place primordiale, non seulement dans l'exécution, mais aussi dans la formulation des programmes et la mise en place d'initiatives clés qui peuvent donner des résultats notables, par exemple dans la lutte contre le VIH/SIDA et la promotion de la production vivrière.
52. Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, la problématique hommes-femmes présente une importance critique pour que le Mozambique atteigne ses objectifs de développement national. Certains participants ont été d'accord avec le président du Groupe de travail sur la problématique hommes-femmes pour estimer qu'il serait nécessaire de renforcer les capacités à l'intérieur du système des Nations Unies par divers moyens: renforcement du rôle des responsables pour la problématique hommes-femmes dans les institutions, amélioration des qualifications des chargés de programme des Nations Unies en matière de planification de suivi et de budget pour la problématique hommes-femmes, recrutement d'un conseiller spécialisé au bureau du coordonnateur résident et création d'un secrétariat permanent pour le Groupe de travail sur la problématique hommes-femmes.



53. Les participants ont noté que l'étroite coopération entre le système des Nations Unies, la société civile et les ONG a un effet positif sur la réalisation d'objectifs critiques au niveau local. On a donc estimé que le renforcement des partenariats avec les ONG serait indispensable pour que le système des Nations Unies ait un impact maximum dans des domaines clés comme les soins de santé et l'assainissement où les ONG sont souvent des partenaires d'exécution importants. Alors que les ONG internationales jouent depuis longtemps un rôle actif, les ONG locales qui seraient en mesure de devenir des acteurs importants grâce à leur bonne connaissance de la situation locale, jouent encore un rôle limité faute de ressources humaines et de fonds. On a donc souligné qu'il serait nécessaire de favoriser la durabilité en soutenant les ONG locales. On a estimé également que pour assurer l'efficacité et la complémentarité et obtenir l'impact maximum, il serait indispensable d'établir un système de coordination entre les ONG et avec les institutions des Nations Unies.

Leçons à tirer en vue des futures visites conjointes de terrain

54. Les représentants des conseils d'administration ont affirmé clairement que l'exemple du Mozambique a démontré qu'il était fort utile d'organiser des visites conjointes sur le terrain. En raison du programme commun concernant des questions comme le VIH/SIDA, et du caractère complémentaire des travaux de différents éléments de l'Équipe de gestion de pays des Nations Unies sur des questions comme le lien entre les secours humanitaires et le développement durable, les conseils d'administration ne pourraient ni ne devraient examiner isolément les activités de chaque institution. Après la désignation de coordonnateurs résidents, l'application du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et l'emploi d'équipes thématiques pour aborder certains problèmes, on a estimé qu'au Mozambique, les Nations Unies s'orientent vers un système unifié et bien coordonné et vers une identité unique – elles le font peut-être encore plus que les participants à la visite qui représentaient les différents conseils d'administration. (Ce processus serait fortement accéléré si un emplacement pouvait être trouvé, avec l'aide du Gouvernement du Mozambique, pour ouvrir une Maison des Nations Unies unique). La visite conjointe a incontestablement eu l'avantage de permettre aux représentants des conseils d'administration de mieux connaître leurs programmes respectifs et les liens entre ces programmes. La plupart des participants ont été d'avis qu'il serait préférable pour les visites conjointes à venir de ménager encore plus de temps aux activités communes, plutôt qu'aux travaux séparés. Ces derniers travaux pourraient comporter une participation mixte des conseils d'administration. Conformément aux Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement de la nouvelle génération, les participants aux visites conjointes devraient être en mesure de se préoccuper encore davantage d'évaluer la contribution du Plan-cadre aux stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et au suivi de la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire, en particulier la collaboration entre le système des Nations Unies et les institutions de la Banque mondiale. Les participants aux visites conjointes à venir devraient aussi étudier de plus près le rôle d'institutions spécialisées comme l'OMS et la FAO.
55. Le plus grand problème posé par la visite conjointe a certainement été la lourde charge d'organisation et de logistique qu'elle a imposée à l'équipe de pays et plus particulièrement au Bureau du coordonnateur résident. L'Équipe de gestion de pays des Nations Unies du Mozambique a fait un énorme travail, aussi bien pour préparer la documentation et organiser la logistique à l'avance que pour fournir un excellent appui pendant toute la visite. L'Équipe de pays a, à son tour, trouvé la visite conjointe fort utile et a été particulièrement satisfaite d'avoir eu ainsi l'occasion de connaître les vues et les optiques variées des membres des différents conseils d'administration. Elle a cependant reconnu que l'élaboration du programme et les travaux d'appui ont constitué une tâche très lourde en période de forte activité. Le groupe de participants à la visite, y compris les représentants des secrétariats des conseils d'administration et ceux du gouvernement hôte, a parfois compté jusqu'à 27 personnes. Pour les visites conjointes à venir, les conseils d'administration devraient s'efforcer de limiter l'effectif de leur délégation, peut-être en veillant à respecter un maximum absolu d'une vingtaine de participants. Les conseils d'administration devraient aussi étudier avec soin les destinations des visites de façon à tenir compte de la capacité d'organisation des bureaux locaux des Nations Unies. Le prochain pays choisi pour une telle visite aurait intérêt à s'inspirer de l'exemple de la visite au Mozambique.



56. Malgré les problèmes logistiques, les participants souhaiteraient recommander que les conseils d'administration des diverses institutions organisent une visite conjointe sur le terrain par an. Les préparatifs, qui devraient commencer longtemps à l'avance, seraient facilités par la désignation d'un seul centre responsable au siège (ce centre pourrait être installé par roulement dans les divers secrétariats des conseils d'administration) pour assurer la liaison entre les conseils d'administration et le Bureau du coordonnateur résident. Les participants à la visite conjointe souhaiteraient également recommander qu'à l'occasion des visites sur le terrain, organisées par un seul conseil d'administration, les participants prennent le temps d'étudier le travail des autres organisations des Nations Unies de façon à renforcer l'encadrement de la collaboration de ces institutions sur le terrain.

